

Le comité de l'Etat, après le choix expérimental d'un comté ou d'une région suggérés pour fins démonstratives, présente son plan à un groupe choisi de dirigeants locaux et de représentants du service gouvernemental local. Avec leur appui pour lancer un tel programme, le Service de vulgarisation de l'Etat nomme un travailleur spécial, habituellement connu sous le nom d'agent d'aménagement rural, afin d'aider à la formation d'un comité local et d'agir en temps qu'expert professionnel du Comité. Cet agent, en collaboration avec les autres représentants des services locaux et les principaux dirigeants de l'endroit, prend alors les mesures nécessaires pour organiser un comité de comté qui se chargera du travail. Après une appréciation préliminaire de la situation générale et des principaux problèmes qu'ils désirent résoudre, ils organisent sans retard des sous-comités qui pourront apporter une attention plus concentrée et plus spécialisée à l'analyse de problème précis et prendre à cet égard des mesures pertinentes.

Le sénateur McDONALD (*Kings*): Puis-je vous demander où vous trouverez les hommes capables d'accomplir ce travail?

M. KEPNER: Messieurs les sénateurs, nous les choisissons habituellement parmi notre personnel expérimenté du Service de vulgarisation, les relevant de leurs fonctions ordinaires pour leur confier cette tâche.

L'agent local d'aménagement rural aide le comité général de comté et les divers sous-comités à avoir accès aux renseignements qui ont trait aux problèmes locaux, ou faute de telle documentation, aide la population locale à établir des méthodes pour le rassemblement des renseignements requis aux moyen d'enquête ou d'autres techniques.

Une fois ces renseignements recueillis et analysés, ces sous-comités élaborent et proposent des traitements correctifs et les décisions pertinentes sont adoptées. Toutes les ressources disponibles sont ensuite mises à contribution afin d'atteindre les buts désirés.

Par cette méthode qui réunit en comités des personnes de presque tous les groupes économiques, gouvernementaux et sociaux, la proximité des ressources permet de passer immédiatement à la phase active. Quand, par exemple, le comité de comté se compose de représentants des banques, de la Chambre de commerce, et d'autres entreprises, et qu'une occasion d'attirer une nouvelle industrie dans cette région surgit, la position stratégique qu'occupent ces groupes leur permet de mettre ce projet à exécution.

Si un comité décide que le système éducatif requiert certains ajustements pour y inclure une formation professionnelle dans les arts et métiers, les représentants scolaires de l'endroit, d'accord avec les parents, en sont assez aisément convaincus.

Un sous-comité agricole peut décider qu'un nouveau service ou commodité de mise en marché est nécessaire ou qu'il y aurait moyen de produire une récolte spécialisée pour un marché voisin. Il fait donc les démarches nécessaires pour obtenir ces changements. Il ne s'agit ici que d'exemples tendant à illustrer le genre de méthodes qui, employées localement, servent à diriger tous les intérêts vers l'étude des problèmes généraux qui demandent une solution et vers l'adoption de mesures réparatrices qui promettent des résultats pratiques.